

Kosovo, Balkans, Europe : brève rencontre ou mariage durable ?*

Pierre Hassner

PENDANT les années noires de l'apartheid, à une séance du comité Kosovo de Paris dont j'étais le vice-président, un ami albanais évoquait les crimes commis par les Serbes contre les Albanais dans l'histoire – en 1945, en 1913, en 1878, etc. – et concluait : « De toute façon, ils prétendent que le Kosovo est le berceau de leur nation à cause de la bataille de 1389, mais nous sommes les descendants des Illyniens, seuls autochtones avec les Grecs, tandis que les Slaves ne sont arrivés qu'au VII^e siècle et ont causé tous les problèmes de la région. » Je pris la parole pour m'écrier : « Je suis avec vous. Comme tous les Français présents dans cette salle, nous luttons contre l'oppression dont souffrent les Kosovars, mais pour le faire comprendre à notre opinion publique, il faut faire attention aux arguments qu'on emploie. Si nous montrons que vous vivez sous un régime d'apartheid, qu'on vous refuse vos droits les plus élémentaires, que vous êtes exclus des universités et des hôpitaux et que vous opposez à tout cela une résistance pacifique et la création d'une société parallèle, l'Occident ne fera peut-être rien mais vous comprendra. Mais si vous basez votre argumentation sur des histoires d'antériorité historique dans des temps reculés, vous ne pouvez que susciter la réaction : "Encore des querelles balkaniques auxquelles on ne comprend rien !" Je suis d'origine roumaine et je suis habitué aux querelles insolubles et stériles des Académies des sciences roumaine et hongroise sur la ques-

* Cet article, qui s'adresse avant tout aux lecteurs albanais, a été écrit pour la revue *The Balkan Observer*. Le premier numéro de ce trimestriel bilingue (anglais/albanais) est paru en avril 2001 et regroupe des analyses d'observateurs internationaux et locaux portant sur toute la région des Balkans. Conduite par Ylber Hysa et son association Kosova Action for Civil Initiative (KACI), cette revue bénéficie aussi du soutien du très respecté directeur de *Koha Ditore*, Veton Surroi.

Sur les Balkans, voir également dans la partie « Journal » de ce numéro l'article de Joël Hubrecht « Balkans : les feux mal éteints de l'implosion yougoslave ».

tion de la continuité historique du peuple roumain et de ses origines romaines, daces ou thraces, et je sais quelle incompréhension ou quelle ironie elles suscitent. » Ismaïl Kadaré, qui était assis à côté de moi, me dit : « Vous avez tout à fait raison, ce qui compte, c'est les droits de l'homme, c'est là-dessus qu'il faut insister. Mais, entre nous, nous étions là avant eux, quand même ! »

Cette anecdote illustre bien les malentendus et les incompréhensions qui peuvent surgir même entre amis dévoués à la même cause et à plus forte raison entre, d'une part, des nations dont la conscience historique et le sens de l'identité sont d'autant plus vifs qu'ils sont contestés par leurs voisins ou par les grandes puissances et, d'autre part, des nations qui tendent à échapper aux poids de l'histoire avec ses solidarités et ses conflits traditionnels pour se tourner davantage vers les droits individuels, les intérêts économiques et les principes universels.

Le scénario de la dégradation

L'auteur de ces lignes a un pied dans le monde de l'Europe du Sud-Est et l'autre dans le monde euro-atlantique. Il est un ami du Kosovo à la fois ancien (puisque membre fondateur d'un comité créé dès la suppression de l'autonomie du Kosovo par Milosevic) et récent puisque, avant 1989, il n'avait eu aucun contact avec le Kosovo ni avec les Albanais. Mon engagement en faveur des Kosovars comme des Bosniaques était avant tout d'ordre moral, il se rattachait à une lutte plus générale contre le totalitarisme, contre la violence et pour les droits de l'homme. Mais, professionnel des relations internationales, je savais aussi que toute action, en particulier militaire, entreprise pour des raisons humanitaires ou morales, ne pouvait manquer d'avoir des conséquences géopolitiques portant sur l'équilibre régional ou sur l'existence même des États. Dans le cas du Kosovo, je savais que la question albanaise était posée depuis le XIX^e siècle, que les Albanais avaient été les grands perdants des règlements de 1913, de 1919 ou de 1945, que tous les Kosovars albanais étaient favorables à l'indépendance du Kosovo, mais qu'ils étaient les seuls, l'unanimité de leurs voisins et des grandes puissances craignant, ou feignant de croire, qu'elle mènerait à une « grande Albanie » qui, à son tour, signifierait l'éclatement de la Macédoine et le danger d'une nouvelle guerre balkanique. Je m'efforçais donc, et m'efforce toujours, d'adopter une position politique qui concilie et dépasse l'idéalisme humanitaire ou révolutionnaire des uns et le réalisme à courte vue des autres.

Milosevic, par sa politique criminelle sur le plan moral et désastreuse sur le plan politique pour la survie de la fédération yougoslave, se chargea provisoirement de résoudre ces contradictions. Après de longues années d'oubli de la question kosovare ou d'illusions cou-

pables sur la domination serbe comme facteur de stabilité ou sur Milosevic comme interlocuteur ou médiateur, les États et les opinions publiques de l'Occident se trouvèrent tous unis contre lui. Cela mena à l'intervention militaire de 1999 qui, malgré son caractère mal préparé et contestable dans ses méthodes, aboutit à un résultat doublement positif : la libération du Kosovo et, un an après, la chute de Milosevic.

C'est là qu'intervient, une fois de plus, l'ironie de l'histoire. La politique de Milosevic manifestait aux yeux de tous le caractère insupportable du *statu quo* yougoslave et légitimait de plus en plus, aux yeux de ceux-là mêmes en Occident qui étaient le plus attachés à celui-ci, les aspirations des Kosovars et des Monténégrins à l'indépendance. Avec la chute et, maintenant, l'arrestation de Milosevic, la Serbie se trouve réhabilitée : du coup, ce sont ceux qui veulent la quitter qui apparaissent comme les fauteurs de troubles, porteurs de menaces pour la stabilité régionale et pour la paix.

Au Kosovo même et à ses frontières, l'insécurité et l'action violente de certains groupes mafieux ou issus de l'ex-UÇK amènent une évolution internationale où, pour les médias et l'opinion publique, le slogan « Tous contre Milosevic ! » semble remplacé par « Tous contre les Albanais ! ». Ceux qui, hier, ont milité pour l'intervention de l'Otan et, aujourd'hui, restent fidèles à leurs amis kosovars se trouvent nettement sur la défensive.

Le discours que nous entendons en permanence dans les chancelleries ou dans les médias est : « On a diabolisé les Serbes (ou Milosevic, comme s'il ne s'était pas diabolisé lui-même) et maintenant, vous voyez que les Albanais sont tout aussi nationalistes et que ce sont eux qui commettent des violences en Macédoine, dans la vallée de Prechevo ou, au Kosovo même, contre les minorités ou les adversaires politiques », ou encore : « On a fait la guerre contre le nettoyage ethnique des Albanais par les Serbes et le résultat est le nettoyage ethnique des Serbes par les Albanais ».

De leur côté, les Kosovars, me semble-t-il, ont de bonnes raisons d'être déçus par la communauté internationale. Ils lui reprochent de ne pas comprendre ce qu'ils ont souffert de la part des Serbes, de favoriser ceux-ci (surtout depuis la chute de Milosevic) et les Macédoniens, de tarder à mettre en place des institutions permettant aux Kosovars d'exprimer leur volonté et de se gouverner eux-mêmes. Ils l'accusent tantôt d'être trop faible, tantôt d'être trop autoritaire, tantôt de ne pas tenir ses promesses d'aide, tantôt de créer une économie d'assistés, et toujours de s'opposer aux aspirations légitimes du peuple albanais, à son indépendance, voire à son unité.

Il y a du vrai dans la plupart de ces accusations mutuelles. Mais elles me semblent surtout témoigner de graves malentendus et conduire dangereusement près d'une séparation de fait, les uns prenant leur sort entre leurs mains et glissant vers une violence qui risque

d'être suicidaire, les autres étant tentés d'abandonner les Balkans à leurs « querelles ancestrales » et de ne risquer ni la vie de leurs soldats ni leurs ressources, ni le fonctionnement de leurs institutions pour une région dont la culture leur est étrangère et dont l'anarchie, la violence et la corruption ne peuvent être éliminées de l'extérieur.

Or, c'est ma profonde conviction que le retour de l'Europe occidentale et l'arrivée des États-Unis dans les Balkans sont une chance et pour l'Occident et pour les peuples balkaniques, et que leur rencontre, provoquée par Milosevic et non par des intérêts stratégiques ou politiques traditionnels, est irréversible : seul un protectorat dynamique et évolutif reposant sur un engagement à long terme, moral, militaire et financier de l'Occident mais donnant de plus en plus de place à l'autonomie des Albanais (ainsi que des Bosniaques et peut-être des Macédoniens indépendants mais eux aussi en situation de protectorat) et aboutissant à une indépendance conditionnée par le respect des frontières et des minorités, peut conduire ces peuples de l'intégration forcée dans les empires et dans la Yougoslavie à l'intégration volontaire dans l'Europe. Réciproquement, seule cette intégration étendue à l'ensemble du continent peut empêcher sa division entre un centre replié sur lui-même et une périphérie turbulente, reliés par des trafics criminels et des migrations forcées déstabilisantes pour les uns et pour les autres.

Pour limiter autant que possible cette déception réciproque et éviter, tant qu'il en est encore temps, cette séparation désastreuse, il importe de lever quelques malentendus en rappelant quelques distinctions.

Revendication nationale et État de droit

Partons des concepts fondamentaux concernant les rapports de l'individu, de la nation et de l'État. Les Occidentaux et en particulier les Français ont tendance à condamner, sous l'étiquette de nationalisme, toute référence aux solidarités ethniques ou religieuses en n'admettant que la nation civique identifiée à l'État et fondée sur des principes abstraits. Or (outre qu'en Occident même, y compris en France, le contenu culturel, voire ethnique, se dissimule mal derrière l'abstraction du républicanisme civique), c'est un fait que, dans les Balkans, les sentiments d'identité et d'affiliation sont fondés sur des solidarités soit de langue et de tradition, soit de religion, soit des deux. Cela n'est nullement incompatible avec la démocratie, mais à plusieurs conditions.

Premièrement, c'est le malheur des peuples balkaniques que d'avoir adopté la conception allemande, romantique, culturelle ou

ethnique de la nation et la conception française, centraliste ou jacobine, de l'État. Or, celle-ci ne peut reconnaître politiquement que des individus égaux, en rejetant les appartenances ethniques ou religieuses dans la sphère du privé. Inversement, la reconnaissance politique des communautés doit impliquer leur autonomie et la décentralisation de l'État, sinon elle mène inévitablement à l'oppression des minorités par la majorité, détentrice du pouvoir d'État. Les leçons à en tirer pour la Macédoine, mais aussi pour le Kosovo, sont évidentes.

Deuxièmement, personne ne peut obliger des communautés antagonistes, dont les unes ont récemment et longuement opprimé les autres, à se réconcilier sur commande, à s'aimer ou à souhaiter vivre ensemble. Chaque individu a le droit de se sentir plus à l'aise, psychologiquement et moralement, dans sa propre communauté. Mais cela ne veut pas dire que les autres n'aient pas droit à la sécurité et à la dignité, à ne pas être soumis à la vengeance de leurs voisins plutôt qu'au jugement impartial des tribunaux. Je n'ai jamais combattu pour un « Kosovo multiethnique » car il me semble que la multiethnicité n'est pas une valeur en soi et que la structure d'un État où 90 % de la population appartient à un groupe ne peut pas être la même que lorsque la proportion est de 70 % à 30 %. Mais j'ai toujours combattu pour que le Kosovo soit un État de droit, dont tous les citoyens sans distinction aient droit aux mêmes garanties de sécurité des personnes et des biens, de liberté d'expression et de mouvement. C'est cela, et non une conception abstraite de la nation, qui est la condition absolue pour l'entrée dans l'Europe.

Il est hautement regrettable et condamnable que la communauté internationale n'ait pas su faire ce qu'il fallait pour assurer cette sécurité à tous. Mais il est tout aussi regrettable et condamnable que l'on compte sur les doigts d'une main les Albanais comme Veton Surroi qui se sont toujours élevés contre les violences d'où qu'elles viennent et quelles qu'en soient les cibles et ont appelé au respect des personnes, des institutions et des frontières. C'est également un scandale que tant de journalistes kosovars considèrent que suspendre un journal qui appelle au meurtre constitue une atteinte à la liberté de la presse.

Troisièmement, tous les groupes ont droit à une expression politique et culturelle de leur identité, mais cela ne veut pas dire que cela leur donne automatiquement le droit de constituer un État. Sinon, il y aurait 5 000 États dans le monde au lieu de deux centaines, les Abkhazes et les Ossètes se sépareraient de la Géorgie et les Gagaouzes de la Moldavie, etc. L'égalité et l'autonomie doivent pouvoir s'exprimer à l'intérieur d'un même État et celui-ci doit pouvoir, selon les circonstances, contenir une ou plusieurs ethnies. Mais, d'une part, lorsque les citoyens d'un groupe ethnique ou national ne peuvent obtenir, à l'intérieur d'un certain État, le respect de leurs

droits collectifs ou, pire encore, des droits individuels de leurs membres, comme ce fut le cas pour les Kosovars sous Milosevic, d'autre part, lorsque les blessures du passé immédiat sont trop brûlantes pour permettre une cohabitation qui aurait peu de chances d'être égalitaire et pacifique dans un cadre hérité du passé, enfin lorsque le cadre étatique commun se désintègre, l'indépendance de ce groupe national apparaît comme inévitable et souhaitable.

Cela semble bien être, aujourd'hui, le cas du Kosovo. Mais elle doit, alors, être conciliée avec d'autres conditions tout aussi importantes : le respect des minorités à l'intérieur et des frontières extérieures, l'apaisement des craintes des voisins et l'accord des grandes puissances. L'union de tous les Albanais n'aurait rien de scandaleux en soi et ceux-ci peuvent en rêver sans être accusés pour autant d'un nationalisme coupable. Après tout, elle réparerait une injustice et une absurdité historique, car la décision des grandes puissances en 1913 de séparer le Kosovo de l'Albanie pour le donner à la Serbie était arbitraire et a eu des conséquences désastreuses. Mais le malheur historique des Albanais d'être séparés entre plusieurs États, comme les Kurdes, ne peut, comme dans le cas des Kurdes, être annulé sans provoquer l'éclatement de l'un au moins de ces États, la Macédoine, et sans provoquer l'hostilité de tous leurs voisins et le risque d'une guerre. Or, celle-ci ferait le malheur de toute la région (à commencer par celui des Albanais qui ont été les premières victimes des guerres balkaniques) et les puissances européennes voudront à tout prix l'éviter. Elle fermerait aux Albanais les portes de l'Europe, à qui elle paraîtrait aussi inconcevable que l'union de tous les Allemands (supprimant l'Autriche et la Suisse) ou de tous les Français (supprimant la Belgique, le Canada et la Suisse).

La seule voie, étroite, qui puisse éviter la catastrophe me paraît donc celle d'une évolution parallèle et contrôlée du Kosovo, de la Macédoine et de l'Albanie vers la démocratie, l'État de droit et un développement économique qui leur permettent un jour de se retrouver dans une Europe où les frontières seraient respectées mais perdraient beaucoup de leur signification.

Pour suivre cette voie, les puissances occidentales doivent se libérer, d'une manière ou d'une autre, du carcan de la résolution 1244 et ouvrir aux Kosovars une voie qui ne fermerait pas la porte, à long terme, à l'indépendance étatique dans les frontières actuelles. Elles doivent faire pression sur la Macédoine et la Serbie pour le respect plein et entier du droit des Albanais à l'égalité pleine et entière. Elles doivent consentir un effort accru et prolongé au lieu de penser à se dégager. Mais l'effort de patience, de réalisme et de tolérance demandé aux Albanais, dans leur propre intérêt, n'est pas moins grand.

Pierre Hassner